

PAYS : PEROU

Nom de l'OSC porteuse du projet :
Secours Catholique - Caritas France

Noms des principaux partenaires locaux impliqués :
CAAAP : Centre Amazonien d'Anthropologie et
d'Application Pratique.

**Montant du budget prévisionnel du projet affecté au
pays :**
421 389€

Région d'intervention :



1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre

Le Pérou est le troisième pays du sous-continent par sa superficie. Cependant, les grands projets d'extraction et la corruption devenue endémique depuis de nombreuses années sont à l'origine de nombreux conflits sociaux. Très peu de progrès ont été réalisés en matière de protection des droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux des populations les plus pauvres du pays, notamment des peuples autochtones. L'espace vital de ces populations dans l'Amazonie péruvienne est ainsi régulièrement menacé par des projets d'exploitation pétrolière, minière et agro-industrielle. Ainsi, par exemple, malgré l'opposition des organisations autochtones et de leurs alliés, le Congrès de la République a approuvé en décembre 2023 des modifications à la loi forestière qui met en péril la protection des forêts et qui intègre les comités d'autodéfense dans le système de sécurité de l'État, ce qui porte atteinte à l'autonomie et aux droits collectifs des peuples autochtones. Face à ces abus, les populations autochtones se mobilisent pour le respect et/ou la revendication de leurs droits, de leurs modes de vie et pour la défense de leur territoire.

Depuis 2016, le Pérou souffre d'une instabilité politique permanente. Six présidents se sont succédé en six ans et des secteurs politiques et économiques ultraconservateurs, représentés au Congrès, dans les médias et les associations d'entreprises, ont continué à promouvoir l'instabilité du pouvoir exécutif (en reportant son programme législatif) et à rechercher la vacance présidentielle.

En juillet 2021 Pedro Castillo, leader de gauche, est monté au pouvoir. Il ordonne la dissolution du Parlement le 7 décembre 2022 et déclare un gouvernement d'exception en décembre 2022. Le Parlement l'a ensuite destitué le président Castillo, une enquête par tentative de coup d'État s'est ouverte et il a été arrêté. Dina Boluarte, ancienne vice-présidente de Pedro Castillo, est alors nommée chef de l'exécutif. Cette situation a déclenché une vague très importante de protestations dans le pays qui a duré plusieurs semaines, fortement réprimée par les forces de l'ordre.

La Commission Interaméricaine des Droits Humains (CIDH), l'Organisation des Etats Américains (OEA), l'ONU, Amnesty International, Human Right Watch, entre autres organismes, ont fait des visites sur le terrain dans le pays afin d'évaluer l'ampleur de l'impact sur les droits humains de cette crise. Un consensus au niveau international et parmi les organisations de la société civile péruvienne s'est dégagé sur la gravité des

faits dans la gestion des manifestations, qui ont entraîné la mort de 66 personnes et des milliers de blessés.¹ Face à cette situation, il y a peu d'avancements sur la vérité et la justice, malgré la mobilisation des organisations sociales.

Le Pérou fait face à de nombreux défis, dont la qualité de la démocratie, la lutte contre la pauvreté et la garantie des droits des populations autochtones. Le gouvernement actuel n'a pas fait preuve d'une ouverture réelle au dialogue ni à la reconnaissance de ces populations comme des sujets politiques. C'est aussi le cas du pouvoir législatif, qui a avancé dans des agendas qui ne sont pas cohérentes avec les conditions de vie des peuples autochtones, paysannes et particulièrement, les femmes. Le changement climatique est aussi un défi important pour le pays, qui a impliqué des impacts majeurs sur la qualité de vie des populations, notamment les plus vulnérables, à cause des périodes plus longues de sécheresse et de fortes chaleurs ainsi que des pénuries d'eau potable dans certaines parties du pays.

2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce pays

- 300 personnes bénéficieront directement des activités menées par le partenaire.
- De façon indirecte, 8000 personnes bénéficieront du projet. Ces personnes regroupent des communautés autochtones et des producteurs agricoles.

3. Description des activités du projet menées dans le pays concerné :

OS1.R1.A1 :

- *Recherche scientifique et recherche action sur les expériences réussies, sur la résilience socio-écologique et la souveraineté alimentaire*

Activité 1.1.2.a. Formation et appui technique aux organisations autochtones nationales, régionales et locales pour présenter des propositions visant à influencer la prise de décision au sein des organes gouvernementaux centraux, régionaux et locaux.

Activité 1.1.2.b. Formation et appui technique aux organisations autochtones dans le cadre des actions de reconnaissance des droits collectifs.

OS1.R1.A2 :

- *Articulation de plateformes nationales (Forums, Réseaux, articulation) pour la promotion des droits territoriaux et humains*

Activité 1.2.1.a. Réunions institutionnelles pour analyser les processus d'autonomie et de gouvernance territoriale autochtone

Activité 1.2.3.a. Espaces de dialogue et de débat entre spécialistes autochtones et universitaires et recherches et publications conjointes sur l'Amazonie et le bien-vivre/la pleine vie".

OS2.R1.A2 :

Activité 2.1.1.a. Systématisation de l'autonomie autochtone Kukama-kukamiria basée sur le Buen Vivir/Vida Plena.

Activité 2.1.2.a. Promotion de l'initiative d'action FOSPA.

Activité 2.2.1.a. Réunions et actions pan amazoniennes des vicariats de l'Amazonie péruvienne et du CAAAP, du REPAM et du FOSPA, pour la promotion et la défense des droits de la nature et des peuples autochtones.

¹ Rapport « Crise politique et mouvements de protestation sociale : bilan après trois mois du début du conflit » Bureau du Médiateur du Pérou, mars 2023 : <https://www.defensoria.gob.pe/wp-content/uploads/2023/03/Informe-Defensorial-n.%C2%B0-190-Crisis-poli%CC%81tica-y-protesta-social.pdf>

4. Autres